



PLENIERE DU 18 MARS 2013

RAPPORT « CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU HAVRE -
GARANTIE D'EMPRUNT POUR LE FINANCEMENT DE L'AMELIORATION DES
ACCES AU PONT DE TANCARVILLE »

*Intervention de David Cormand,
Conseiller régional Europe Ecologie - Les Verts.*

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Le groupe des élus écologistes a pris connaissance avec attention de l'avis de l'Autorité Environnementale (rédigé par les services de l'Etat, la DREAL) sur le projet d'amélioration des aménagements des accès au pont de Tancarville, et c'est sur la base de cet avis que le groupe a décidé de voter contre ce rapport. Car même s'il ne s'agit ici que de la garantie financière apportée par la Région pour permettre à la CCI du Havre de financer de projet, approuver ce rapport signifie en quelque sorte cautionner ce projet, ce qui n'est pas possible pour notre groupe.

L'Autorité Environnementale, pourtant très prudente et mesurée en général, a en effet livré de vives critiques sur ce projet tout au long des huit pages de cet avis, dont je vais vous citer quelques extraits représentatifs :

« Le caractère dynamique des milieux naturels est peu ou mal abordé. Les zones humides ne sont étudiées que sous leur aspect relatif à la biodiversité. Leurs fonctionnalités et leur fonctionnement hydraulique ne sont pas analysés. (...) Certains enjeux relatifs à la biodiversité, à l'image de l'avifaune, pourraient être approfondis. De même, les enjeux fonctionnels relatifs aux dérangements d'espèces sont parfois sous-estimés ».

Plus loin, concernant les impacts du projet sur les milieux naturels, il est clairement indiqué *« Le réaménagement des voiries en rive Sud de la Seine impactera une zone humide. Actuellement, le milieu concerné est constitué d'un seul bloc. Après aménagement, ce bloc fera place à une mosaïque de petites zones humides dont les fonctionnalités, tant hydrauliques que sur le plan de la biodiversité, seront fortement dégradées. C'est donc bien l'ensemble de la zone humide et non uniquement les zones détruites qui sera impacté ».*

Un peu plus loin dans la même partie, on apprend que *« globalement, les impacts du projet sur la biodiversité sont mal appréhendés. Notamment, les incidences sont étudiées de manière trop locale avec une aire d'étude beaucoup trop restreinte pour analyser l'ensemble des effets. Ainsi la destruction et la dégradation d'habitats d'intérêt communautaire et d'espèces protégées ne pourront être compensées par l'unique plantation de haies ou de remise en herbe de cultures ».*

Plus précisément sur les mesures compensatoires, l'Autorité Environnementale indique que *« les mesures de compensations vis-à-vis des zones humides est également insuffisante. En effet si une aire de 60 hectares a été identifiée en bord de Seine pour recevoir les mesures sus-citées, la définition précise des parcelles n'apparaît pas. (...). Il est donc assez difficile de statuer sur la viabilité et la pérennité des mesures proposées ».*